

AI Index: PRE 01/240/2008
06 October 2008

Russie. Les actes de violence contre les défenseurs des droits humains et les journalistes ne doivent plus rester impunis

Les attaques dont ont fait récemment l'objet des journalistes et des défenseurs des droits humains illustrent les risques auxquels sont confrontées ces personnes en Russie, a déclaré Amnesty International à la veille du deuxième anniversaire du meurtre d'Anna Politkovskaïa. L'organisation exhorte les autorités russes à mettre fin à l'impunité dont bénéficient les auteurs de violences à l'encontre de défenseurs des droits humains et des médias.

« Ce sont les militants des droits humains et les journalistes qui portent à l'attention du public le non-respect par les gouvernements de leurs obligations aux termes des traités internationaux relatifs aux droits humains et des promesses de justice et de protection des droits contenues dans les législations nationales », a déclaré Amnesty International.

« En Russie cependant, ce sont eux aussi qui, trop souvent, font les frais du harcèlement des autorités et deviennent même victimes à leur tour de violations des droits humains. »

Dans ce pays, où la télévision et de nombreux autres médias sont contrôlés par l'État, il y a de moins en moins d'espace d'expression pour les médias indépendants. Les journalistes indépendants se voient souvent empêchés de faire leur travail et peuvent être soumis à des manœuvres d'intimidation, voire même être persécutés. À plusieurs reprises, par exemple, la station de radio Ekho Moskvyy a dû remettre au bureau du procureur les transcriptions de ses programmes, dans le cadre d'enquêtes préliminaires sur des allégations selon lesquelles la station aurait exprimé des points de vue extrémistes.

Au cours des dernières années, l'espace disponible en Russie pour exprimer des points de vue critiques a été progressivement restreint.

« Deux ans après le meurtre d'Anna Politkovskaïa, défenseurs des droits humains et journalistes sont toujours en danger en Russie, en particulier dans la région du Caucase du Nord. Ils courent le risque d'être enlevés et torturés, de voir leurs biens détruits, de recevoir des menaces de mort ou d'être tués dans des circonstances douteuses. »

Anna Politkovskaïa a été tuée le 7 octobre 2006 dans le centre de Moscou. Deux ans après les faits, trois personnes accusées d'implication dans ce crime sont en détention mais le meurtrier est toujours en liberté et il n'y a pas eu d'enquête indépendante sur les commanditaires éventuels du meurtre.

« Anna Politkovskaïa était l'une des personnes courageuses qui, inlassablement, défendent les victimes de violations des droits humains. C'est sans doute pour cela qu'elle a été tuée. »

Amnesty International exhorte les autorités russes à faire le nécessaire à tous les niveaux pour que la justice soit rendue dans cette affaire de meurtre, et à montrer clairement qu'il n'y a pas d'impunité possible en cas d'attaques contre des défenseurs des droits humains et des journalistes. L'organisation de défense des droits humains va continuer de suivre de près cette affaire et de lancer des appels en faveur de la protection des journalistes et défenseurs des droits humains en Russie.

Cas individuels

Les circonstances de l'homicide commis le 31 août sur la personne de Magomed Evloev, propriétaire d'un site web ingouche indépendant, pendant qu'il était détenu par la police, sont controversées et doivent faire l'objet d'une enquête réellement impartiale, afin que toute la lumière soit faite et que les responsables présumés de la mort de cet homme soient inculpés et traduits en justice conformément à la loi.

Le 25 juillet 2008, Zourab Tsechoev, qui travaille en Ingouchie pour une organisation de défense des droits humains, MASHR (c'est-à-dire Paix), a été enlevé chez lui, à Troïtskaïa, en Ingouchie, par des hommes armés qui appartenaient vraisemblablement aux forces de l'ordre fédérales. Deux ou trois heures après, on l'a retrouvé au bord d'une route près de Magas, capitale de l'Ingouchie, grièvement blessé. Il a dû être hospitalisé. Amnesty International demande que les personnes qui s'en sont prises à Zourab Tsechoev soient identifiées et traduites en justice.

Dans la soirée du 1er août 2008, une tentative d'incendie volontaire aurait eu lieu chez le défenseur des droits humains Dmitri Kraïoukhine, à Orel, ville du district fédéral de Russie centrale. Les incendiaires, semble-t-il, avaient essayé de barrer la porte d'entrée de l'appartement. Selon les informations reçues, Dmitri Kraïoukhine n'était pas chez lui. Des membres de sa famille se trouvaient là et, heureusement, ont pu prévenir les pompiers à temps. À ce jour, pour autant qu'Amnesty International le sache, aucune enquête pénale n'a été entreprise sur cette affaire, car les autorités auraient estimé que les dégâts étaient si minimes que cela ne valait pas la peine. Les faits survenus chez Dmitri Kraïoukhine ne sont pourtant pas isolés.

Le 14 août 2008, des agresseurs anonymes ont lancé une brique dans une fenêtre de l'appartement du militant des droits humains Stanislav Dmitrievski, à Nijni Novgorod. Par chance, personne n'a été blessé. Le même jour, des inscriptions insultantes ou menaçantes à l'égard de Stanislav Dmitrievski ont été tracées dans l'entrée de son immeuble. Une enquête pénale a été ouverte au sujet de cette agression.

FIN/